



Amsterdam, été 2008.

Chères lectrices, Chers lecteurs,

ב"ה

A Jérusalem, dans les bureaux du Premier ministre, l'ambiance est morose. Depuis qu'Ehud Olmert a annoncé son intention de ne pas se représenter à la tête de Kadimah et par conséquent de quitter la présidence du conseil, l'atmosphère est maussade et le cœur n'y est plus. Les grandes gesticulations de politique virtuelle devant les caméras, un jour avec Mme Rice et l'autre avec Mahmoud Abbas, n'y font rien. Avec la fin du gouvernement Olmert, une autre période politique se termine au cours de laquelle les droits des Juifs sur l'ensemble des terres d'Israël n'ont pas été affirmés avec vigueur.

Bien que nous soyons plus tournés vers l'avenir que vers le passé, à ce stade un petit bilan s'impose. Lorsqu'Ehud Olmert est venu au pouvoir, sa mission consistait à gérer au mieux les conséquences des erreurs dramatiques des gouvernements précédents, à savoir les Accords d'Oslo (avec l'abandon d'Hébron, deuxième ville sainte du judaïsme), le repli précipité du Liban et surtout l'expulsion des Juifs de Gaza. Ces retraits unilatéraux israéliens n'ont généré aucun geste de modération dans le monde arabe, bien au contraire, ils ont mené au renforcement de Hezbollah, du Hamas et à la radicalisation des Arabes israéliens.

Mais avant d'analyser le lourd héritage que son successeur devra gérer, je veux évoquer deux points positifs. De par sa volonté ou non, Ehud Olmert n'a pas cédé un pouce de territoire aux Arabes. Cela ne l'a pas empêché de mener une politique de fer face aux habitants juifs de Judée et de Samarie, interdisant toute forme de construction dans les différents villages, dont la population a malgré tout augmenté de 14,6 % depuis son entrée en fonctions. Deuxième action positive, et de taille, le bombardement des installations nucléaires en Syrie, acte défensif d'Israël qui n'a déclenché aucune vague de condamnations dans la communauté internationale.

Quant au reste, un rapide coup d'œil du nord au sud permet d'établir un constat assez négatif. Tout d'abord, la manière désastreuse dont la Seconde guerre du Liban a été menée. Ce qui est plus grave, c'est qu'à l'issue du conflit, le Hezbollah, grâce à l'Iran et à la Syrie, est plus fortement armé que jamais et prépare une nouvelle série d'actes de terrorisme, de kidnappings et une agression généralisée aux missiles contre Israël. Toujours au nord, la Syrie, engagée dans une négociation afin de récupérer le Golan, continue de s'armer à outrance. Soulignons que l'axe Damas-Téhéran constitue aujourd'hui le moteur central de la guerre menée contre Israël, alliance stratégique assez curieuse, d'ailleurs. Sur un plan idéologique, ces deux États ont des conceptions totalement différentes, l'une nationaliste, l'autre islamiste. Ce pacte s'explique du fait que la Syrie fait une distinction très nette entre sa politique intérieure, alignée aux régimes arabes nationalistes, et sa politique extérieure, sa propagande et son armée, pour lesquelles elle applique les thèses de l'islamisme fascinant le plus radical.

En descendant plus au sud, vers l'ouest, nous nous trouvons face à l'OLP, mieux connue sous l'euphémisme d'«Autorité palestinienne». A son égard, l'action du gouvernement Olmert peut se résumer en deux mots: «sauver Abbas». Il ne faut pas se faire d'illusions, ce terroriste antisémite n'a réussi à se maintenir au pouvoir que grâce à la présence de l>IDF partout en Judée-Samarie. Il a besoin

d'Israël pour pourchasser les agents du Hamas en Cisjordanie, car il n'a aucune intention d'engager ses milices dans une action musclée contre le Hamas. La prise de pouvoir dans cette région par ce dernier n'est qu'une question de temps, sauf si Israël y maintient sa présence. Mais quel est l'intérêt d'Israël dans cette affaire? Actuellement, il s'agit d'isoler le Hamas et de l'empêcher de prendre le pouvoir trop rapidement en Cisjordanie, car l'État juif, déjà confronté au nord et au sud aux sbires de l'Iran, doit gérer ses forces.

Finalement, un regard superficiel sur ce qui se passe dans le Gaza «Judenrein» (vidé de ses Juifs) nous démontre que toutes les organisations terroristes, hormis le Fatah qui veut le pouvoir, y jouissent, sous la juridiction du Hamas, d'une totale liberté d'action. Des groupes affiliés à Al-Qaïda, tels que le Jaish-al-Islam ou le Djihad islamique directement lié à l'Iran, soit au total seize organisations du terrorisme islamique souvent aidées par les Frères Musulmans égyptiens, s'arment, s'entraînent et font tout pour combattre Israël et renverser le régime Abbas afin d'établir, dans un premier temps, un autre foyer du terrorisme en Judée-Samarie.

Tel est l'essentiel de la situation sur le terrain que laisse Ehud Olmert à l'issue de son mandat... Et maintenant? Comme toujours, les réponses ne sont ni simples ni rapides et ne peuvent être résumées en un éditorial. Toutefois, un certain nombre de lignes directrices s'imposent. Sur le plan politique, il faut que les fondamentaux redeviennent la priorité en rappelant que le conflit du Moyen-Orient n'est pas territorial mais idéologique, qu'il s'agit de la lutte du radicalisme islamique face aux valeurs morales juives et aux libertés occidentales; et que le droit à l'existence d'Israël ne constitue pas une évidence, y compris dans les chancelleries occidentales. Le discours politique doit être radicalement changé par le bannissement de termes fallacieux tels que *peuple palestinien*, *territoires occupés*, *État palestinien*, *partage de Jérusalem*, *territoires contre la paix*, *processus de paix*, etc. Il faut souligner que le fascisme islamique ne peut pas être défait par des concessions telles que celles accordées aux Arabes depuis les Accords d'Oslo jusqu'aux engagements d'Annapolis, dont le seul résultat est le rejet implacable d'Israël, sujet devenu le leitmotiv des Arabes dits «modérés». Finalement, et ceci est essentiel, il faut mettre un terme à cette idée qui a valeur d'axiome à Washington, Moscou, Londres, Paris et Bruxelles, qui veut que si le problème «palestinien» est résolu (traduction: expulsion des Juifs de Judée-Samarie, installation de quatre millions d'Arabes dits «réfugiés» en Israël, établissement d'un État OLP ou Hamas en Cisjordanie avec Jérusalem pour capitale), la stabilité sera instaurée au Proche-Orient. Rien n'est plus faux, car c'est faire totalement abstraction du fait que la déstabilisation du Moyen-Orient provient de l'Iran et de sa politique djihadiste qui gagne de plus en plus de terrain dans l'ensemble du monde arabe, dont le but commun déclaré est la destruction d'Israël. Face à cette détérioration, il n'existe qu'un seul antidote: l'augmentation massive de la population israélienne sur l'ensemble des terres juives, de la Méditerranée au Jourdain, et un retour militaire et civil à Gaza. C'est là l'un des éléments clés qui permettra à Israël de continuer son combat pour sa survie.

Cet automne marque un triple triste anniversaire: les 70 ans de la Kristallnacht, les 35 ans de la Guerre du Kippour et les 15 ans de la poignée de mains honteuse entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat. Quel est le dénominateur commun entre ces trois événements incomparables? Tous ont marqué le début d'une longue période de mort et de souffrance pour le peuple juif.

Espérons que cette nouvelle année qui s'ouvre dans un climat d'incertitude politique en Israël, en Amérique et dans le Caucase, sera le début d'une nouvelle ère de joies et de bonheurs pour Israël et le peuple juif tout entier et verra la libération de Gilad Shalit.

C'est dans cet esprit que toute l'équipe de *SHALOM*, qui termine sa vingtième année de publication, vous souhaite une excellente année.

כתיבה והתימה טובה תזכו לשנים רבות ישעות ונחמות

Roland S. Süßmann
Rédacteur en chef